

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 02 AVRIL 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 25 mars 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Mardi 02 avril 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, , Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,  
Denis COLLET,  
Umus PERRONE,  
Eric TRINQUET

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Thomas GIRARD.

Après avoir délibéré sur le compte administratif exercice 2023 du budget principal communal et en avoir constaté les résultats, il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'affectation de ces derniers de la manière suivante, étant précisé que cette proposition a fait l'objet d'une présentation en commission finances le 18 mars 2024 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	Excédent au 31 décembre N-1	2022
		1 001 142,01 €
-	Part affectée à l'investissement N	2023
		303 340,08 €
+	Résultat N	2023
		432 560,47 €
=	Excédent cumulé au 31 décembre N	2023
		1 130 362,40 €
SECTION D'INVESTISSEMENT		
	Excédent au 31 décembre N-1	865 183,17 €
+	Résultat N excédent	157 755,61 €
=	Excédent cumulé au 31 décembre N à reprendre en recettes à l'article 001 en N + 1 (A )	1 022 938,78 €
+	Reprise des RAR en dépenses N (B)	873 775,88 €
-	Reprise des RAR en recettes N (C)	0,00 €
	Solde des RAR	873 775,88 €

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

<b>Autofinancement disponible en investissement au BP 2024</b>		Envoyé en préfecture le 09/04/2024
= Besoin de financement en investissement		Reçu en préfecture le 09/04/2024
<b>Il est proposé d'affecter les résultats comme suit :</b>		Publié le
		ID : 001-210102695-20240402-DR202419-DE
	Affectation obligatoire en investissement - couverture du besoin de financement, recette budgétaire à l'article 1068 N+1 = D	0,00 €
+	Affectation facultative pour le financement des investissements - (recette budgétaire à l'article 1068 en N+1	0,00 €
=	Affectation totale au 1068 en N+1	0,00 €
+	Pour mémoire : excédent de fonctionnement cumulé N	1 130 362,40 €
-	Affectation totale au 1068 en N+1	0,00 €
=	<b>Solde de fonctionnement disponible (à reprendre à l'article 002 en 2022) au BP 2024</b>	<b>1 130 362,40 €</b>

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS a :

- **APPROUVE** l'affectation des résultats du budget principal de la commune exercice 2023 au budget principal de la commune exercice 2024 telle que proposée ci-dessus

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Le Secrétaire de séance,  
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.